Date de validité: 01/10/2016 Dernière adaptation: 17/01/2017

Commission paritaire des établissements et des services de santé

3300007 Prothèse dentaire

<u>Fixation des conditions de travail et de rémunération dans les entreprises de la branche d'activité de la prothèse dentaire</u>

Convention collective de travail du 12 septembre 2016 (135.704)

CHAPITRE ler. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises de la branche d'activité de la prothèse dentaire qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

Par "ouvriers", on entend : les ouvriers masculins et féminins.

Par "employés", on entend : les employés masculins et féminins.

CHAPITRE II. Classification des fonctions

Ouvriers

Art. 4. Lors du passage d'une catégorie de fonction à une catégorie de fonction supérieure, l'employeur est tenu de payer au minimum le salaire minimum de la nouvelle catégorie, tenant compte de 0 année d'ancienneté.

Seules les années d'ancienneté dans une même catégorie sont prises en considération pour la détermination du salaire minimum.

Si ce nouveau salaire minimum est inférieur au salaire effectivement payé à la date du passage à la catégorie supérieure, le salaire effectivement payé reste dû jusqu'au moment où le nouveau salaire minimum atteint ou dépasse le salaire effectif.

Pendant cette période, le travailleur a tout de même droit aux indexations normales. Employés

CHAPITRE V. Dispositions finales

Art. 10. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 17 février 2012 fixant les conditions de travail et de rémunération dans

Ancienneté 1



Date de validité: 01/10/2016 Dernière adaptation: 17/01/2017

les entreprises de la branche d'activité de la prothèse dentaire, conclue au sein de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, numéro d'enregistrement 108.967/CO/330, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 3 avril 2013 (Moniteur belge du 7 juin 2013).

Elle entre en vigueur le 1er octobre 2016 et est conclue pour une durée indéterminée.

Ancienneté 2